

Enquêtes

ON EST RAVI

La BIP fait le mur

« On n'a rien inventé, et il y a beaucoup d'imitatives de ce type, notamment en région parisienne », admet Fabienne Lacroix, la directrice artistique du Bazar du Léopard à Brignoles (83). Mais je ne suis pas sûre que les habitants soient associés de la même façon. « L'association, en trois ans d'existence, a déjà quelques jolis projets à son actif, et n'a pas l'intention de s'arrêter là. En premier lieu, il y a une galerie d'art au cœur d'une vieille ville déconstruite, un peu malflamée, soi-disant, surtout « abandonnée depuis 25-30 ans alors que si tout le monde s'y mettait, elle serait magnifique ». Sexe! La galeriste. Elle appelle son local « un espace d'art modeste », un lieu créé « pour favoriser les rencontres entre les artistes et le public ».

Mais surtout, quelque chose s'est produit l'été dernier. « Avec quelques crédits tirés des fonds de tiroir du service jeunesse de la municipalité », le Bazar du Léopard mobilise alors une douzaine d'adolescents, âgés de 11 à 18 ans, pour gratter, poncer puis, accompagnés de deux Caramy — un quartier récemment réhabilité mais longtemps considéré « à problèmes ». « Ce fut un succès total, s'exclame Fabienne Lacroix. Les habitants ont bien vu que ça occupe les gamins, qu'il n'y a plus de dégradations, et que ça met de la couleur et de la bonne humeur ! ». Le lien est créé avec la Brigade d'intervention Plastique (la BIP), tel que s'est baptisé le collectif d'artistes qui encadre les projets. « Nous avons aussi refusé à faire en sorte que des jeunes qui ne seraient jamais entrés dans une galerie d'art y viennent », renchérit la galeriste.

Au programme de cet été 2014 : la réalisation d'une fresque sur un mur de 27 mètres par la BIP et les habitants de la cité de la route du Luc. « Un quartier moins isolé, en moins mauvais état, calme mais triste avec ses murs beiges et gris, où les gens ont l'impression qu'on les roublis », écrit la directrice du Bazar des Léopards. Côte budget, « l'année est blanche » avec des subventions en baisse, mais elle insiste sur les soutiens moraux qu'elle a reçus et s'estime heureuse de pouvoir remonter ses jeunes artistes via un fond de dotation du ministère de la culture. De toute façon, rien ne semble affecter l'enthousiasme de Fabienne Lacroix : « On veut prouver que si on propose des choses intéressantes aux jeunes, qu'on ne les prend pas pour des idiots, on peut les entraîner à s'engager dans la ville ».

A.C.V.

« pour faire ici, en Provence, temps beau », Harnois, président Action Commerce, qui a enfin réussi à les commerçants de la melon. Et pourtant, ces Vauclouse affichent des statistiques impressionnantes : le rapport entre le nombre d'habitants et la surface de zones commerciales de 1466 m² pour 1000 habitants. « C'est un record en France et même en Europe », soutient Sonia Strapelias, présidente de l'Union des commerçants et artisans de Vauclouse (Ucau). Elle ne cache pas sa satisfaction devant la décision, du 4 juin dernier, de la Commission nationale d'aménagement commercial (Cnac) de retroquer le projet d'agrandissement de la zone d'Auchan sur la commune du Pontet - une extension de 6905 m² qui allait porter l'ensemble de la surface commerciale à 38 085 m². « Nous ne sommes pas contre la grande distribution en soi mais il faut un équilibre qui n'existe plus », ajoute celle qui veut défendre les commerces du centre ville, car, argumente-t-elle, « pour un emploi en grande surface, ce sont cinq emplois détruits dans les commerces de proximité ».

Seuil de saturation

Longtemps soutenu par les collectivités locales qui y voyaient une source de croissance économique pour leurs territoires, le développement des zones commerciales semble être désormais appréhendé avec plus de vigilance. Déjà au milieu des années 2000, la CCI de Vauclouse avait fait état « d'un équilibre commercial en danger » (Cf le Ravi de novembre 2008).

PARIS-NICE

Elle est tout fraîchement débarquée et elle sème déjà la discorde. Christine Arnautu, vice-présidente du FN élue en mars dernier au conseil municipal de Nice, a essayé une fronde de 5 élus FN (sur 7). Ces derniers refusaient de voir cette parachutée nommée chef de file du groupe. Rassemblement bleu marine au conseil municipal. Réponse de Paris : exclusion du parti pour 4 d'entre eux. La cinquième attendant le couperet. Le pouvoir, ça divise ! Et puis surtout, quand on est un élu local d'importance, le mieux, c'est quand même d'habiter sur place. Pourquoi ? Parce que Christine Arnautu n'est pas domiciliée à Nice comme devraient l'être tous les candidats aux municipales, mais à Paris. Un mensonge qui est, tout de même, passible d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

... à la ville
distribution ? Commerçants, collectivités, agriculteurs

rechan

RÉCOLTEZ VITE, ON COULE LE BÉTON DEMAIN...



d'un nouveau pont sur la rance, prévu fin 2015, et construction d'une digue contre les crues, rent dans le quartier de te, là où l'immobilier a grés de son éventuel commercial.

«cole irrigable sur 100 ha s'insurge l'ectif de n de vec le ces

Le Ravi cherche sa crèche
Et si... on combattait les difficultés d'accès au logement ?
8 pages spéciales

www.leravi.org

ANNIVERSAIRE VIP

IL EST VERT, 2

entre un modèle à l'américain des hypermarchés en périphérie, et seulement des boutiques de souvenirs dans les centres ville, ou redonner à ces derniers un tissu commercial riche ».

A la jonction entre le Vauclouse et les Bouches-du-Rhône, à Plan d'Orgon, un autre projet de supermarché a capoté, avec l'opposition de collectifs comme la Confédération paysanne et celle du député-maire UMP de Cavailhon, qui campe juste de l'autre côté de la Durance. Pourtant, dans sa propre commune, des inquiétudes

ANNIVERSAIRE VIP

IL EST VERT, 2

Au Mucem, le musée marseillais des civilisations méditerranéennes, on ne mélange pas tout. Si le 6 juin le musée a fêté son anniversaire en public, les instances dirigeantes du lieu, elles, s'étaient réunies le 3 juin, pour célébrer en petit comité l'événement, autour d'un verre de champagne et d'un concert de musique baroque. Une célébration où les agents du musée n'étaient pas conviés, ceux-ci pouvant se contenter de la soirée publique du 6. Autant dire qu'à la section syndicale Sud-Mucem, comme chez les représentants du personnel au CA, on l'a eu mauvais. Dans une lettre ouverte, ces derniers déplorent que le travail des agents soit ainsi dévalorisé au profit de cadres qui, eux, se gargarisent de leur remarquable réussite.

Même s'il n'a pour l'instant cité aucun nom, le conseiller municipal écologiste de Marseille et ex-député européen Karim Zérbi en est sûr : il est victime d'un complot. Il désigne ainsi une enquête ouverte par le parquet de Marseille pour abus de confiance et recel d'abus de confiance, le 4 juin, autour de l'association Agri pour la Citoyenneté. Association dont Zérbi fut président jusqu'en 2005 et qui est soupçonnée d'avoir participé aux financements de sa campagne lors des législatives de 2007. L'élu des quartiers nord, qui a perdu son immunité parlementaire avec son siège européen, a d'abord fait preuve de détachement, pour finalement prendre un avocat

(l'axois et moustachu Jean-Louis Keita) afin de continuer, par voie interposée... à crier au complot.

«es et de déplacer des d'intérêts », faisant illusion au projet Villogia du Pontet, soit 850 logements et 9000 m² de bureaux, qui reste, lui, d'actualité. « Les logements sont une bonne chose », considère Florian Borba Da Costa, adjoint au commerce de la municipalité d'Avignon. Auchan de son côté, ne communique pas à ce sujet. En revanche, le groupe évoque un recours pour ses 26 cellules commerciales. « De l'esbrouffe », pour Sonia Strapelias. Dans le sud Vauclouse, les commerçants se veulent confiants. « Le modèle des grandes surfaces est appelé à s'épuiser, estime Pierre Harnois, de Cavailhon Action Commerce. Il faut se battre en proposant des bons produits et de nouveaux services. »

Anne-Claire Veluire